

Quels objectifs dans le secteur fourrager ? Quelles missions pour l'AFPP, demain ?

(Compte rendu de la table ronde et conclusion de la Journée AFPP du 10 décembre 2009)

Lors de la Journée anniversaire du 10 décembre 2009, l'AFPP a effectué une analyse large de la place des prairies et élevages herbivores au cours des 50 dernières années et pour les décennies à venir. Cette analyse se positionne dans une agriculture française et européenne qui doit être économiquement et écologiquement intensive (cf. le compte rendu publié dans le n° 200 de *Fourrages*). Au regard de ces éléments, le Conseil d'Administration de l'Association a souhaité réunir des représentants de ses quatre Membres fondateurs et leur donner la parole, dans une table ronde, pour leur permettre de dégager les objectifs et enjeux identifiés comme centraux pour leur propre organisme, ainsi que les missions actuelles ou nouvelles que cela engendre pour l'AFPP, qu'ils contribuent ensemble à animer.

1. Quels enjeux sur les prairies et les cultures fourragères ?

Pour **G. MORICE, Directeur d'Arvalis - Institut du végétal**, trois grands enjeux sont essentiels tout en étant indissociables : **la rentabilité des systèmes de production**, ce qui sous-entend la compétitivité des productions de lait et de viande bovine, **la qualité des produits et la préservation de l'environnement**.

Innover avec une approche systémique est un point très important. Deux demandes récentes l'illustrent : en Lorraine, des éleveurs ont la volonté de continuer à produire de jeunes bovins viande, dans leur système basé sur les céréales et les prairies permanentes, tout en saisissant les opportunités du tissu industriel voisin, en particulier en valorisant les coproduits de la filière bio-éthanol ; ailleurs, un céréalier du Berry qui veut diversifier son assolement avec des légumineuses pose la question des débouchés envisageables et de l'organisation de ces marchés... D'autres secteurs nécessitent également des travaux innovants : les couverts végétaux et les cultures "pièges à nitrates" (CIPAN, qui

permettent de produire de la biomasse ou des engrais verts), les aspects de génétique, fertilisation, valorisation des déchets organiques ; il faudrait également mieux connaître la qualité des fourrages stockés.

Enfin, comment, demain, mobiliser et maîtriser les systèmes d'information, qui représentent une aide extraordinaire pour améliorer des systèmes complexes, l'homme restant bien sûr central pour tout le travail de diagnostic et de conseil...

M. STRAEBLER, Secrétaire de la Section fourragère du GNIS, et **représentant le GNIS** dans cette table ronde, souligne les trois enjeux identifiés :

- Tout d'abord **poursuivre l'amélioration des plantes**, en particulier en matière de qualité, de rendement et de répartition annuelle de la production, ce dernier aspect étant d'autant plus important qu'on accroîtra la part du pâturage. Inciter les éleveurs à utiliser plus d'herbe nécessitera des systèmes fourragers mieux sécurisés. D'ailleurs, à ce titre, la France est "en pointe" pour la sélection d'espèces telles que le dactyle, la fétuque élevée et la luzerne, qui ont la capacité de bien résister aux étés secs. Il faut être conscient que **l'intensité des travaux de sélection dépendra des orientations politiques** : si les choix sont favorables à l'herbe, les investissements seront accentués.

- Il existe un enjeu important pour **l'approvisionnement du marché des semences** (en particulier pour les légumineuses) **et leur production qu'il faudrait rendre plus compétitive**. Depuis la mise en place du découplage partiel des céréales par la PAC 2005, le nombre d'agriculteurs multiplicateurs et la production elle-même ont chuté de 25%. Si les politiques développent un message favorable à l'herbe, il est essentiel qu'ils mettent en place des aides pour la production de semences. Un autre problème technique et réglementaire auquel les multiplicateurs sont confrontés est la question des produits phytosanitaires : actuellement, les agriculteurs disposent de moins en moins des moyens de production nécessaires. Sans remettre en cause la nécessité de

réduire l'utilisation de ces molécules en cohérence avec le Grenelle de l'Environnement, il convient de développer les travaux et les règles d'homologation des produits qui permettent de continuer à produire des semences fourragères à fort taux de germination et de pureté élevée, deux critères essentiels pour éviter le développement d'adventices indésirables dans les prairies.

- Le troisième enjeu majeur relevé par le GNIS concerne **le semis des prairies**, et notamment le sursemis pour rénover les prairies permanentes et naturelles : enjeu à la fois technique, de matériel disponible et de diffusion de l'information.

Le Président de l'Institut de l'Élevage, M. MARGUET, est convaincu de l'importance de l'herbe puisqu'il est lui-même producteur de lait en zone de montagne, avec un système "tout herbe". **L'herbe a été remise au cœur des débats dès qu'on a parlé d'enjeux environnementaux et sociétaux**.

L'Institut de l'Élevage est bien en phase avec les attentes de la profession, en lien avec cette réflexion sociétale. La reconnaissance sociétale de la place de l'herbe a bien sûr des conséquences sur la qualité de l'eau et des produits, pour la protection des sols, le stockage de carbone... Mais il existe **des enjeux économiques forts : à travers la productivité de l'herbe et des productions animales elles-mêmes**, ainsi que **pour l'entretien de l'espace et l'aménagement du territoire**. Si demain **un juste rééquilibrage des aides** ne vient pas soutenir les producteurs, la physionomie des espaces va se dégrader très rapidement. Il est important de maintenir une certaine diversité des paysages agricoles (et les prairies permanentes ont là toute leur place) et d'identifier l'origine des produits pour valoriser économiquement cette diversité... Des producteurs en place représentent aussi une culture, un patrimoine... tout un héritage qu'il faudra savoir léguer.

J.-B. COULON, Chef-Adjoint du Département Physiologie animale et systèmes d'élevage **de l'Inra**, souligne tout d'abord que **la recherche a actuellement une responsabilité importante à**

prendre dans un contexte contrasté et paradoxal : dans un contexte politique et économique incertain, des menaces très fortes pèsent sur l'élevage, notamment en raison des impacts environnementaux négatifs de certains systèmes et en particulier de leur forte contribution aux émissions de gaz à effet de serre, mais des opportunités uniques existent pour lever ces verrous, liées notamment à une meilleure utilisation de l'herbe dans les systèmes d'élevage. Sous réserve d'être audacieux, résolument innovants, ouverts au changement et d'associer leurs forces, la Recherche et le Développement ont les moyens de lever ces verrous. On peut identifier 3 principaux enjeux pour les travaux à mettre en œuvre :

Le premier concerne le **développement de fourrages performants**, non seulement en termes de production et de valeur nutritive, mais aussi en matière de valeur environnementale, d'impact sur la qualité des produits et d'adaptation au changement climatique. Les travaux concerneront à la fois les caractéristiques des fourrages (amélioration génétique, pratiques de culture...) et leur utilisation par l'animal : à ce niveau, un verrou majeur concerne l'augmentation de l'efficacité d'utilisation des nutriments, notamment l'azote, par les animaux.

Le deuxième enjeu concerne la conception et l'évaluation de **systèmes fourragers innovants**. A l'avenir, dans un contexte où l'énergie et l'eau seront plus chers et moins disponibles, les systèmes innovants devront nécessairement fonctionner avec **très peu d'intrants** ; notre rôle est de concevoir ce type de systèmes et de les évaluer dans toutes leurs dimensions (économiques, environnementales, sociales). Des approches pluridisciplinaires, associant les partenaires du Développement sont en cours de mise en place à l'Inra, dans le cadre du grand programme "Elevage Demain".

Enfin, et ce n'est pas le moindre des enjeux, le décalage entre le discours technique, que l'on entend à l'AFPF, et la réalité perdure : des solutions satisfaisantes et performantes de gestion de l'herbe et de conduite des systèmes fourragers existent et sont proposées, mais les surfaces en prairie, en particulier celles de prairies permanentes, continuent de régresser. Pourquoi ? Quelle est la **nature des freins en jeu** : technique ? culturelle ? économique ? Ces questions sont importantes et nécessitent une complémentarité forte entre sciences biotechniques et sociales.

Par ailleurs, pour ces différents enjeux, des travaux d'ingénierie seront à développer, notamment pour aboutir à des outils opérationnels d'aide au diagnostic et à la décision.

2. Quelles missions pour l'AFPF ?

G. MORICE (Arvalis - Institut du végétal) rappelle tout d'abord la mission de l'AFPF qui lui paraît incontournable : **la rencontre, l'échange, le dialogue** entre personnes de différents métiers (producteurs, éleveurs, techniciens, chercheurs...). Cette dimension d'échange se poursuit avec **le transfert d'information**, régulier, rapide ; la revue *Fourrages* est un moyen important mais de nouvelles possibilités facilitant ces flux d'échanges sous formes variées sont à envisager (notamment avec Internet).

Une mission nouvelle serait de **prendre en compte**, dans les discussions et échanges de l'AFPF, **les nouveaux critères d'évaluation** (bilans énergétiques, environnementaux, pour les gaz à effet de serre...). Les enjeux méthodologiques sont importants, par exemple pour la possibilité d'utiliser de façon plus systématique les analyses de cycle de vie. Et ceci conduit à **une vision "élargie" des fourrages** : la prairie, bien sûr, les fourrages cultivés mais aussi les CIPAN et autres couverts végétaux, les légumineuses comme les graminées. Et pourquoi pas les protéagineux ? Ils mériteraient d'être inclus car ils font partie des systèmes de production animale valorisant les prairies. Enfin, un avis personnel mais peut-être à débattre : G. MORICE pense que l'AFPF n'a pas de mission politique, naturellement.

Pour **M. STRAEBLER (Gnis)**, **le rôle de l'AFPF de compilation et de partage de l'information est primordial et doit être accru** : de nouveaux outils sont à mettre en place, tels que le développement du site Internet, pour pouvoir diffuser plus largement l'information.

La **question de la formation** est récurrente si l'on veut faire réellement progresser les connaissances sur l'herbe et les fourrages. L'AFPF ne pourrait-elle pas être moteur pour susciter une formation des étudiants et des "maîtres" à ce sujet, par exemple en proposant les bases d'un enseignement ? Il existe un réel besoin de synthèse comme ceci a été souligné au cours des interventions de cette journée.

M. MARGUET (Institut de l'Elevage) tient tout d'abord à souligner que l'AFPF a su maintenir ce carrefour d'échanges sur l'herbe à une époque où le secteur agricole était axé plutôt vers le développement de la productivité et des modèles de production intensifs, avec retournement des prairies, développement systématique du maïs... Il est essentiel **que l'AFPF s'inscrive aujourd'hui dans les axes de préoccupations actuels**, plus favorables aux systèmes fourragers, **en poursuivant sa mission de lieu d'échange, entre les différents partenaires concernés, mais aussi en accentuant les échanges avec les pays voisins** : nous avons certainement de bonnes idées à partager.

La formation est également un point important ; dans ce domaine comme ailleurs, il faut que l'AFPF mette mieux en valeur le lien entre production végétale et animale. L'herbe pousse naturellement... encore faut-il savoir la cultiver et la valoriser !

L'AFPF doit apprendre à "exporter sa culture", à la diffuser dans d'autres secteurs... Ne nous refermons pas sur nous-mêmes mais exportons notre savoir-faire et nos connaissances !

En préalable, **J.-B. COULON (Inra)** signale que l'AFPF a été bien avant l'heure un lieu où on a pratiqué l'interdisciplinarité !

L'AFPF doit absolument **conserver ses deux grandes missions** : échanges entre chercheurs et professionnels d'une part et diffusion des connaissances d'autre part, **en les élargissant et en les internationalisant**. Il ne faut pas avoir peur d'un élargissement aux disciplines émergentes (biologie intégrative, génomique...) pour voir quel est leur regard sur les productions fourragères, et ce qu'elles peuvent apporter à leur amélioration. Ouverture également en termes de partenariat, notamment vis-à-vis de la formation. Enfin, la dimension internationale devrait être renforcée par des invitations d'intervenants étrangers pour les Journées de l'AFPF, même si cela est déjà pratiqué, et en resserrant les liens avec les autres associations fourragères, européennes par exemple.

3. Conclusion générale

En conclusion à cette table ronde, B. LAUNAY, Président de l'AFPF, a tenu à souligner certains points forts. Il a remercié au préalable les membres fondateurs sans lesquels les missions de

l'association ne peuvent se pérenniser. Leur écoute et leur compréhension sont les témoignages d'une volonté à poursuivre la mission actuelle et surtout d'accompagner de nouvelles ambitions pour l'AFPP.

Depuis quelques mois, on ne saurait ignorer les difficultés de l'élevage français. Son exposition à la concurrence européenne et mondiale révèle sa fragilité en termes de performance économique. Les cours des produits animaux, après une embellie que l'on croyait durable, se sont soudainement effondrés sous l'effet brutal de la libéralisation des marchés, fragilisant les exploitations d'élevage. Les causes sont multiples, mais il paraît **important d'identifier pourquoi certaines exploitations résistent mieux aux aléas des marchés.**

Une récente étude économique, citée par J. MATHÉ¹, montre que **l'autonomie fourragère est une garantie pour l'éleveur laitier**, qui est ainsi assuré d'une meilleure performance économique grâce à un prix de revient de la tonne de lait produite plus faible. Cette autonomie se caractérise par une optimisation de la productivité des prairies et se traduit également par une production de protéines sur l'exploitation significative. Elle s'accompagne aussi d'une limitation des investissements immobiliers lourds. Pour mémoire, quelques chiffres mentionnés par le CER :

	Coût de production	
	(€/t MS)	(€/kg MAT)
Herbe		
- Pâturée	6,8	0,03
- Récoltée	30,0	0,14
Maïs fourrage	50,6	0,60
Orge	50,8	0,50
Aliments à 40% MAT	237,0	0,59

Ces quelques éléments suffisent à comprendre **les enjeux de demain pour l'élevage français**, les évolutions simples à mettre en œuvre :

- **Améliorer la productivité des prairies**, en particulier des prairies permanentes qui sont souvent actuellement sous-exploitées (passer de 3 000 UF à 6 000-8 000 UF/ha) ; la rénovation des prairies et la réintroduction de légumineuses adaptées sont des nécessités.

- **Développer des surfaces prairiales** : dans certaines régions, la flambée des cours des matières premières

agricoles a incité les agriculteurs à retourner les prairies au profit des céréales ou des oléagineux. La réinstallation de la prairie leur permettra d'être plus indépendants, mais aussi de remplir les obligations environnementales auxquelles l'agriculture n'a pas le droit de se soustraire.

Il s'agit donc de mesures simples et apparemment évidentes à mettre en œuvre. **Les récentes mesures prises en faveur des légumineuses** telles que la luzerne, les trèfles et le sainfoin **sont un bon début**. Mais elles ne concernent que les nouvelles surfaces implantées **et sont limitées** à une enveloppe globale de 1 million d'euros ; elles ne pourront donc accroître que de 3% (10 000 ha environ) les surfaces en légumineuses... alors que l'aide allouée aux protéagineux (d'un montant de 39 millions d'euros) permettra d'atteindre 400 000 ha, en aidant 100% des surfaces...

Mais si volonté politique il y a, alors **une vraie dynamique** pour accompagner les éleveurs pourrait être de :

- doubler les surfaces de légumineuses en France, grâce à une aide à l'implantation (1 fois tous les 5-6 ans) ;
- favoriser les prairies pérennes graminées - légumineuses (*id.*) ;
- favoriser la rénovation des prairies permanentes par des aides en faveur des techniques de sursemis.

- Enfin, il ne faut pas oublier de considérer **l'importance de la régulation des volumes de production** et en particulier de la production laitière. Le système de quotas a montré qu'il permettait un développement des exploitations agricoles mais aussi de l'industrie de transformation. Même si ce système a des défauts qui peuvent être corrigés, sa suppression comporte des risques très importants pour l'ensemble de ce secteur de production, concernant les secteurs industriels d'amont et d'aval autant que les exploitations agricoles.

Il y a des arguments évidents sur le **lien entre pérennité de l'élevage français, prairies et empreinte écologique qui doivent conduire la politique agricole vers une meilleure prise en compte de la prairie française**. Mais cela n'est pas suffisant. Il faudra des mesures d'accompagnement en direction des éleveurs français par divers canaux :

- La formation agricole : ne plus opposer l'animal et le végétal ; former des spécialistes de la culture des prairies (botanistes, entomologistes,

agronomes...) : l'herbe est une culture, qui plus est la première culture en termes de surface en France !

- Les acteurs économiques ont un rôle déterminant ; ils doivent, par leur prescription, accompagner et diffuser les connaissances des membres fondateurs de l'AFPP. A l'heure où l'on parle de séparation entre le conseil et de la vente, la culture de l'herbe sera créatrice d'emploi.

Le rôle des Membres fondateurs de l'AFPP est prépondérant dans les orientations nouvelles qui seront prises pour bâtir l'après 2013. Leur expertise est fondamentale et doit être mieux prise en compte dans les décisions politiques agricoles à venir.

¹ : J. Mathé (CER France Poitou-Charentes) : *Systèmes laitiers campagne 2008-2009*, source GIE-IDEA Grand Ouest.

Opération "Portes Ouvertes"

L'alimentation de demain : un défi pour la recherche d'aujourd'hui

Changins (Suisse) les 18, 19 et 20 juin 2010

La Station de recherches Agroscope Changins-Wädenswil ACW sera heureuse de vous accueillir à l'occasion de ses Portes Ouvertes.

◆ Renseignements et inscriptions :
<http://www.agroscope.admin.ch>

Compte rendu

3^e Rencontres nationales Travail en Elevage

Cette brochure rassemble les 40 contributions présentées les 19 et 20 novembre 2009 à Rennes. Ces rencontres, organisées dans le cadre du Réseau Mixte Technologique Travail en Elevage avaient pour objectifs de mutualiser et capitaliser les acquis des projets récents, d'échanger et partager les expériences de terrain conduites ces dernières années, de dessiner des pistes d'avenir.

◆ Téléchargement gratuit sur : www.inst-elevage.asso.fr, espace travail

Rencontre

La récolte de fourrages

Bras-Libramont (Belgique),
le 27 juillet 2010

Ces 4^e Journées Internationales de la Prairie concernent les agriculteurs et les conseillers agricoles de la région transfrontalière "Région wallonne (B) - Grand-Duché de Luxembourg (Lu) - Land de Rhénanie-Palatinat (D)" pour développer les bonnes pratiques de gestion des prairies et de récolte des fourrages, éléments clés d'une agriculture durable dans les régions herbagères. Le thème principal sera la récolte de fourrages (techniques, coûts et qualité). Huit tentes à thèmes illustreront ce sujet et des spécialistes de chaque discipline seront présents pour répondre aux questions. La Journée de l'Herbe se tiendra conjointement avec démonstration de matériel de récolte des fourrages sur un site de plus de 40 ha.

◆ Renseignements : knoden@fourragesmieux.be ou info@glea.net ; www.jjpr.eu

Document

Dossier Légumineuses

En lien avec le renchérissement des coûts des matières premières et de l'énergie, de la recherche d'autonomie et du respect de l'environnement, les légumineuses connaissent un regain d'intérêt et suscitent beaucoup de questionnements. Le Gnis vient de publier, sur le site Internet de Herbe-actifs, un nouveau dossier consacré aux légumineuses : des conseils pour choisir l'espèce et la variété la mieux adaptée, ainsi que pour son implantation et son exploitation.

◆ www.herbe-actifs.org

Publications

La multifonctionnalité de l'agriculture Une dialectique entre marché et identité

La multifonctionnalité de l'agriculture est présentée dans un contexte global en prenant notamment en compte le contexte économique, la politique agricole française, européenne et en abordant en 2^e partie la zone tropicale.

◆ Editions Quae ; 360 p. ; réf. 02089 ; 41 € TTC (+ frais de port) ; www.quae.com

Guide méthodologique sur le séchage en grange

Du fait de l'intérêt des agriculteurs pour les fourrages secs, un réseau "Séchage en grange", composé du Pôle fromager AOC Massif central, de l'INRA, du Cemagref et de Chambres d'Agriculture, a été mis en place de 2002 à 2006, pour réunir et rassembler les connaissances et les actions sur ce sujet. La récolte des informations a été organisée à différents niveaux : recherche bibliographique, étude en station expérimentale et suivis en exploitations. L'ensemble du travail de ce réseau, notamment sur le foin conditionné en grosses bottes, fait l'objet d'un guide méthodologique. Ce document pourra accompagner efficacement les techniciens afin de guider les agriculteurs dans leur réflexion sur la création d'une installation de séchage en grange du foin conditionné en grosses bottes.

◆ Commande : pole.fromager@wanadoo.fr

Vient de paraître

Livestock in a Changing Landscape (Publication FAO - LEAD)

A la suite de son ouvrage *Livestock Long Shadow* paru en 2006 sur les impacts environnementaux de l'élevage (une version française est désormais accessible) et qui fit grand bruit à l'échelle mondiale, la FAO avec les institutions membres de l'initiative LEAD (Livestock, Environment and Development, dont font partie le CIRAD et l'ILRI) ont approfondi le sujet avec une quarantaine d'experts internationaux, puis ont consulté des responsables nationaux et des sociétés privées du secteur de l'élevage du monde entier. Les résultats sont désormais publiés dans deux ouvrages (en langue anglaise) : le premier volume correspond à la partie scientifique de l'étude, le second, à un recueil d'études de cas par régions.

Ces livres apportent une vision compréhensive et intégrative du secteur de l'élevage dans son ensemble et dans ses particularités régionales. L'exercice de l'élevage change rapidement partout dans le monde. Il assure notamment une couverture alimentaire et des revenus à plus de 9 milliards de personnes en situation de pauvreté, dont 1 milliard en état de grande pauvreté. Il est évidemment source d'aliments et de bien-être pour l'humanité ; par rapport à l'environnement, il est à la fois source de pollutions diverses mais en même temps pourvoyeur d'un certain nombre de services environnementaux.

Les moteurs de changement ont été particulièrement recherchés. On peut mentionner les changements de régime alimentaire liés à l'accroissement des revenus des ménages (notamment en ville), la part croissante des supermarchés dans la vente au détail, avec les standards de qualité que cela suppose, la décroissance des cours mondiaux des céréales depuis 1985 qui a favorisé leur transformation en produits animaux, les prix relativement bas des transports qui ont favorisé les échanges commerciaux mondiaux. Les conséquences de ces changements rapides sur l'environnement, qu'il s'agisse du cycle mondial du carbone et de l'azote, des écosystèmes terrestres et aquatiques, de la faune, de la santé humaine et des sociétés, sont complexes et en perpétuelle évolution. Les échelles d'espace, comme les échelles de temps, doivent être prises en compte. Le public est sensible à la dégradation des paysages, au changement climatique ou à la désertification.

Le travail vise surtout à proposer des réponses aux problèmes. La demande en produits animaux s'accroît énormément, notamment dans les pays en développement et émergents, alors que des conséquences nouvelles (comme les maladies émergentes) trouvent un écho grandissant. Pourtant, on constate que, depuis longtemps, le secteur de l'élevage ne fait l'objet que de faibles investissements des pouvoirs publics. Les petits producteurs en particulier sont menacés de disparition, avec toutes les conséquences sociales que cela suppose, au profit des grandes structures de production, mieux placées pour répondre aux standards modernes de qualité et pour faire jouer les économies d'échelle. L'organisation des petits producteurs est indispensable pour faire face à ce défi. En matière de santé et de maladies émergentes, on ne peut plus se contenter de traiter les problèmes au cas par cas ; il faut minimiser les risques en privilégiant des approches intégrées.

Les études de cas concernent sept grandes régions du monde. On retiendra seulement ici que certaines ont entrepris leur "révolution de l'élevage", alors que d'autres n'y sont pas encore entrées. L'élevage est en compétition avec d'autres activités, notamment pour la terre. Les politiques d'élevage progressent partout selon des principes "d'essais / erreurs" et elles exigent de la continuité, le recours à un haut niveau de connaissance et des institutions fortes, conditions qui sont souvent encore loin d'être bien remplies.

(B. Toutain, pastoraliste, retraité du CIRAD)

◆ Steinfeld H., Mooney H.A., Schneider F., Neville L.E. (eds.) (2010) : *Livestock in a changing landscape*, Vol. 1 : *Drivers, consequences, and responses*, 396 p ; Vol. 2 : *Experiences and regional perspectives*, 189 p. SCOPE, Island Press (www.islandpress.org), Washington ; dans 6 mois, les textes seront accessibles en ligne sur le site LEAD de la FAO.

◆ Pour mémoire, la FAO a publié récemment : *The State of Food and Agriculture* (2009) : *Livestock in the balance*, consultable sur le site : www.fao.org/publications/sofa

Plus d'infos ?...

La Feuille de l'AFPF

Dans la Feuille de l'AFPF, électronique et gratuite, de nombreux autres comptes rendus, publications, actualités, régionales, nationales et internationales...

◆ <http://www.afpf-asso.fr/main.php?url=../afpf/feuille/feuilles/main.php>